

Chers amis de Francfort,

et pour connaissance aux amis de M^{un}ich

" " " " " de Hambourg

à Luciano Bolis ex-segrétaire général du C.P.E.

à Bernard Lesfargues, président de nos réunions de Bâle

à Sante Granelli, secrétaire du courant

Nous avons décidé au début de 1962 d'établir un plan d'action identique pour toute l'Europe et tel qu'il puisse permettre à toute la population de participer à l'action. Nous avons pris cette décision car nous étions (et nous sommes) convaincus que de cette façon seulement, c'est-à-dire en créant une situation telle que toute la population puisse dire de plus en plus des fédéralistes "ce sont ceux de telle action" (action partout identique justement dans le but de faire reconnaître les fédéralistes comme une unité, donc comme une force), il est possible d'organiser une avant-garde fédéraliste; et car nous étions (et nous sommes) convaincus que cette avant-garde, le "fédérateur", est indispensable pour faire converger vers l'édification de l'Etat fédéral européen l'immense masse des intérêts et des idéaux européens, déviée par les partis vers des objectifs substantiellement confédéraux et non résolutifs.

Pour établir ce plan et pour le mettre en œuvre, nous avons adopté la méthode démocratique, tant en raison de notre fidélité à la liberté que parce qu'il n'existe pas d'autre façon de réunir librement un grand nombre de personnes pour un but commun. Selon cette méthode, qui ne fonctionne que si les décisions librement prises sont librement observées, nous avons patiemment élaboré, au cours d'une année de travail, le plan d'action; nous avons décidé de commencer à l'appliquer le 7 Avril, et nous avons en outre décidé de communiquer au Comité Central du M.F.E. (qui l'a accepté sous la forme choisie démocratiquement le 27 Janvier à Bâle) tant le plan lui-même que la date de sa mise en œuvre.

Mais, après tout cela, certains d'entre vous maintenant hésitent et cette hésitation a pris la forme d'une tentative de modifier des aspects importants des symboles verbaux de la campagne et par conséquent, en dernière analyse, de modifier le nom, les idées et la pensée qu'elle devrait susciter dans l'âme de la population. Si cette tentative avait des suites, la campagne aurait en Allemagne un nom, un écho psychologique et un reflet politique différents de ceux qu'elle aurait en France et en Italie. Il ne s'agirait plus de fait d'une campagne européenne identique partout. Il ne s'agirait de rien d'autre que de l'une des nombreuses manifestations de l'impuissance des fédéralistes, d'une action qui équivaldrait à ne rien faire. En fait, cette hésitation et cette tentative, qui ne peuvent se manifester qu'à travers la violation des libres décisions de Bâle, ne sont peut-être que des manifestations du désir inconscient de ne rien faire.

De toute façon il est bon que tout le monde sache que certains d'entre nous ont assumé une attitude qui nous arrêterait tous, et il est bon que l'on sache que, avec tous ceux qui sont disposés à agir dans le même sens, je ferai tout mon possible pour empêcher qu'un petit groupe de personnes ne détruise l'unique tentative existant en Europe de construire le fédérateur. Et il est également bon que l'on sache de quelle façon je me propose d'agir au cas où le nombre d'Allemands qui ne veulent pas marcher - ou qui veulent changer la forme de l'action ce qui revient au même - serait tel qu'il nous empêcherait de satisfaire à l'une des conditions déclarées indispensables à la suite d'une libre votation: à savoir trois villes allemandes présentes dès le début de la campagne. Je proposerai à tous les amis:

1) De serrer les rangs, de rester compacts et de faire tout notre possible pour recréer d'ici 6 à 12 mois les conditions nécessaires pour déclencher la campagne.

2) De constater que les décisions de Bâle du 27 Janvier sont déçues étant donné que certains d'entre nous n'ont pas respecté les décisions prises.

3) De publier un compte-rendu des décisions de Bâle et du déroulement des faits sur "Le Fédéraliste".

4) De communiquer au Comité Central du M.F.E. que, en raison de la défection d'un tel et d'un tel, il n'est pas possible de commencer à mettre en oeuvre la campagne le 7 Avril, et que nous sommes en train de faire tout notre possible pour la faire partir dans 6 ou 12 mois.

5) De publier, en payant, sur un journal allemand un appel aux Allemands de bonne volonté pour qu'ils se mettent en contact avec nous dans le but de constituer des groupes disposés à faire commencer la campagne.

6) D'organiser avec les personnes ainsi choisies un ou plusieurs stages de préparation.

J'espère encore que ces hésitations soient bonnes, qu'elles représentent le désir compréhensible d'améliorer le plan d'action pour le rendre plus efficace, désir qui ne peut pas ne pas naître en face d'une entreprise si difficile. Mais le sort en est jeté. Je vous prie de considérer que, s'il est vrai qu'il est terrible de se proposer de passer de la condition de groupes isolés au rôle de protagonistes, dans nos villes, du mouvement de l'unité européenne, il n'en est pas moins vrai que notre plan d'action pour aboutir à ce résultat est progressif et qu'il comporte à son début des opérations que n'importe quel homme de bonne volonté est en mesure de mener à bien. J'espère encore que votre âme est bonne, et je vous exhorte à abandonner vos doutes, mais la responsabilité que j'ai assumée quand, ayant compris que Spinelli avait perdu confiance, j'ai tenté de rétablir une ligne et j'ai fait appel aux amis pour reprendre la lutte sur la position autonome m'interdit de me contenter d'une espérance et m'impose le devoir de préciser les responsabilités qui pèsent maintenant sur chacun de nous sans exception.

Observations techniques au sujet de la proposition de modifier les termes "recensement" et "peuple fédéral européen".

1) Ces termes ont été choisis exprès comme étant ceux qui de la façon la plus simple, la plus réaliste et la plus élémentaire, désignent une stratégie politique effective. En théorie la campagne ira partout et portera partout son nom et les symboles verbaux et graphique de la fiche. Ce nom et ces symboles entreront dans tous les esprits. Nous avons intérêt à ce qu'ils développent une force dans l'âme de tous, c'est-à-dire qu'ils orientent la pensée de chacun vers la conscience du lien qui le lie à tout autre européen, des droits des Européens et du moyen politique apte à les satisfaire. Seules les expressions "peuple fédéral européen" et "pouvoir constituant" peuvent orienter la pensée dans ce sens. D'autre part l'expression "recensement" implique l'idée que l'on a le droit de constituer un Etat, et crée un germe polémique à l'encontre de tous ceux qui n'admettent pas ce droit.

2) Ces termes constituent - a-t-on dit - un "forcement" du langage ordinaire. Mais ce "forcement" est voulu et inévitable. Il s'agit d'orienter les gens d'une manière nouvelle, d'une manière qui n'a pas encore atteint le niveau de la conscience et qui, par conséquent, ne possède pas encore de terminologie propre. Il est évident que si nous n'arrivons pas à orienter les gens d'une nouvelle manière, nous ne pourrons pas déclencher un mouvement d'opinion publique en faveur de la Fédération et de la Constituante.

3) Du reste ces termes ne constituent pas un "forcement", en ce sens qu'ils ne peuvent pas devenir populaires. Ils ne représentent un "forcement" qu'en tant qu'il n'existe pas encore d'expérience correspondante. Faire cette expérience signifie entre autre faire naître des noms nouveaux. Le terme Volk (en

raison de sa signification ethnique naturaliste) ne pourrait pas être uni à l'idée fédérale, au terme Bund. Mais, dans la Suisse allemande, l'expression Bundesvolk est employé couramment, et précisément dans le sens que nous lui donnons nous aussi. Ce n'est pas le nom qui est juste ou non en soi, c'est l'expérience qui est nouvelle: mais il s'agit d'une expérience nécessaire, parce que l'idée de "peuple fédéral européen" est l'idée tout court du protagoniste de la lutte et du titulaire des droits européens. Il faut donc la faire naître en diffusant l'idée au moyen du nom de la campagne. Du reste cette difficulté n'est pas seulement allemande. Cette expérience n'existe ni en France ni en Italie non plus et par conséquent même les expressions "peuple fédéral" "popolo federale" sont étranges et à première vue incompréhensibles.

4) On doit dire la même chose à propos de la contradiction qui émerge de l'expression "recensement volontaire", en raison de l'union d'un terme qui porte sur l'Etat et d'un terme qui porte sur une action volontaire. Cette contradiction existe naturellement en français et en italien également. Nos amis de Lyon qui tiennent beaucoup à la pureté de la langue française, nous avaient proposé d'employer le mot "dénombrement" (volontaire) au lieu de "recensement" (étatique). Nous leur avons expliqué qu'il y a contradiction, mais qu'il s'agit d'une contradiction de la réalité (l'économie et la défense supranationales, le vote et les Etats nationaux), et qu'elle doit être mise en évidence à travers un nom afin que les hommes, en la nommant, en prennent conscience et réussissent à la surmonter, à penser et à vouloir dans l'optique de l'Etat fédéral européen. Nous avons dit que nous avons fabriqué exprès ce terme en raison du germe polémique qu'il contient. A la suite de cette explication nos amis de Lyon ont accepté "recensement" et nous ont même dit, avec une loyauté qui leur fait honneur, que la phrase "recensement de peuple européen" est beaucoup plus forte, en tant que fait phonique, que la phrase "dénombrement du peuple fédéral européen" et que par conséquent elle est beaucoup plus apte que cette dernière à constituer un slogan politique.

o o o o o

Il nous reste peu de temps d'ici le 7 Avril, et il faut pourvoir dans le cas positif, à imprimer le matériel. Je vous prie donc de nous donner une réponse dans les huit jours.

Mario Albertini